



INTER-PARLIAMENTARY UNION

New York, le 14 novembre 2013

**AUDITION PARLEMENTAIRE 2013 AUX NATIONS UNIES,
SEANCE INAUGURALE
DISCOURS DU PRESIDENT
M. ABDELWAHAD RADI**

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Président du Conseil économique et social,
Chers Collègues,

Un jour où on lui demandait le secret de ses magnifiques partitions, le célèbre compositeur Léonard Bernstein avait répondu : « les grandes œuvres exigent deux choses : avoir un projet et manquer de temps pour le réaliser ! »

Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est parce que nous avons un projet commun mais aussi parce que le temps presse et qu'il nous reste à peine un an et demi pour réussir. Il me semble que les conditions sont réunies pour produire, à terme, un résultat de grande qualité – sous réserve de nous concentrer sur le sujet et de n'épargner aucun effort. Il s'agit de définir une nouvelle génération d'objectifs de développement durable qui s'inscrive dans une vision ambitieuse de l'avenir de la planète et de l'humanité.

Nous sommes face à des urgences manifestes qui appellent des mesures résolues et qui exigent une vision qui aille bien au-delà de nos horizons habituels, du courage politique et la volonté de notre part - responsables politiques - mais aussi de la part des diplomates et, en fait, de tout un chacun, de dépasser nos intérêts particuliers pour servir le bien commun.

Quelques questions me viennent à l'esprit :

Pouvons-nous continuer à mener grand train dans ce qu'il est convenu d'appeler les pays développés quand des milliards de personnes ont faim, sont sans abri et ne peuvent exercer leurs droits les plus élémentaires tels que le droit à l'éducation et à la santé, au moment même où les ressources de notre planète sont menacées d'épuisement ?

Pouvons-nous continuer à considérer la planète et nos congénères comme jetables, comme des ressources à exploiter pour nourrir notre insatiable besoin de consommer et d'accumuler des biens matériels – comme si c'était là tout ce que la vie avait à offrir, le seul moyen d'accéder au bien-être ?

Pouvons-nous continuer à bricoler des solutions face au problème des changements climatiques en feignant de croire que ce n'est pas là le plus grand défi jamais posé dans l'histoire de l'humanité ?

Pouvons-nous continuer à bafouer d'une manière ou d'une autre les droits fondamentaux de la moitié de la population, je veux parler des femmes, et à faire constamment obstacle à leurs aspirations les plus profondes, et ce presque partout ?

Pouvons-nous continuer à nier que la planète est asservie aux souhaits de quelques-uns et que, dans nos pays respectifs comme sur la scène internationale, l'exclusion interdit au plus grand nombre de faire entendre sa voix ?

Pouvons-nous continuer à faire abstraction du pouvoir de corruption de l'argent dans nos systèmes politiques et du manque de transparence en tous points de la planète ?

A cela je dis non.

Ce sont là les vraies questions que pose cette réunion, celles auxquelles nous allons devoir répondre en toute honnêteté et dans un esprit de solidarité, à l'approche de 2015.

Il y a longtemps que je fais de la politique et je pense avoir tout vu. J'ai participé à plusieurs auditions parlementaires aux Nations Unies et à nombre d'autres réunions. Alors permettez-moi de dire ceci : le débat qui s'ouvre est de loin le plus important que nous ayons eu à l'ONU depuis longtemps et je me réjouis qu'il se tienne maintenant, sous ma présidence. Si ce débat est important, c'est non seulement en raison du sujet retenu mais surtout parce qu'il cadre parfaitement avec un processus qui s'ouvre en ce moment même à l'ONU et qui connaîtra plusieurs phases jusqu'en septembre 2015.

Cette rencontre est le point d'orgue des nombreuses initiatives que nous avons prises cette année pour sensibiliser le monde des parlements à l'après-2015 et pour recueillir les avis de milliers d'entre vous. Elle prend appui sur les résultats de l'Assemblée que nous avons tenue au printemps, en particulier sur le Communiqué de Quito qui, en quelques pages éloquentes, dit toute la soif de changement de nos congénères et nous explique comment bâtir un monde humain et durable où chacun ait sa place.

C'est aussi une occasion idéale pour dire à l'ONU que nous n'avons nullement l'intention de partir. Que nous ne sommes pas ici uniquement pour contribuer à définir les ODD mais que nous resterons aussi longtemps qu'il le faudra pour tenir l'engagement de mise en œuvre qui nous incombe à tous. Un accord mondial n'est rien s'il ne recueille pas l'adhésion des parlements. Qui demandera des comptes aux gouvernements sur ces engagements si nous ne le faisons pas ? Où se tient le débat politique qu'exige l'adoption des lois sinon dans nos hémicycles ? D'où viendront les fonds sinon du budget dont nous avons la responsabilité ? Par qui les citoyens seront-ils représentés si ce n'est pas nous ?

Pour que nous acceptions de souscrire à un accord mondial, il faut que nous y soyons associés d'emblée. On ne peut se borner à nous le présenter une fois qu'il aura été signé. Il faut donc que l'ONU entende notre message et que les commissions concernées, ici-même, en tiennent compte.

Je sais, Monsieur le Président de l'Assemblée générale, que vous avez décidé de consacrer l'essentiel de votre mandat à ce processus et de faire en sorte qu'il soit aussi inclusif que possible. La réunion d'aujourd'hui en est la preuve. J'espère qu'elle fera comprendre à l'ensemble de la famille onusienne qu'il est nécessaire de s'allier

les parlements à chaque étape du processus, notamment durant les négociations politiquement sensibles qui débiteront en septembre de l'année prochaine.

De même, Monsieur le Président du Conseil, je tiens à vous remercier du fond du cœur d'avoir accepté de coparrainer cette rencontre. Le Conseil lui-même connaît des réformes profondes. Je sais que celles-ci auront en partie pour effet de donner aux parlements la possibilité de contribuer à ses travaux selon des modalités nouvelles. Nous entendons vous aider à faire en sorte que le Conseil exerce au premier chef un droit de regard sur la mise en œuvre des ODD. Et nous voulons être sûrs que tous les parlements sont bien informés de son travail.

Et maintenant, trêve de discours, musique !